

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(69) 1022 final

Bruxelles, le 5 novembre 1969

EXAMEN ANNUEL DES RÉMUNÉRATIONS DES FONCTIONNAIRES ET AUTRES AGENTS DES COMMUNAUTÉS

(propositions de la Commission au Conseil)

RAPPORT DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
DESTINÉ À L'EXAMEN ANNUEL DU NIVEAU DES RÉMUNÉRATIONS
DES FONCTIONNAIRES ET DES AUTRES AGENTS (article 65 du statut)

- 1) Conformément aux dispositions de l'article 65 du statut "le Conseil procède annuellement à un examen du niveau des rémunérations des fonctionnaires et agents des Communautés" ; cet examen a lieu "sur base du rapport présenté par la Commission et fondé sur la situation, au 1er juillet et dans chaque pays des Communautés, d'un indice commun établi par l'Office Statistique des Communautés européennes en accord avec les services nationaux de statistiques des Etats membres".

"Au cours de cet examen, le Conseil étudie s'il est approprié, dans le cadre de la politique économique et sociale des Communautés, de procéder à une adaptation des rémunérations. Sont notamment prises en considération l'augmentation éventuelle des traitements publics et les nécessités du recrutement".

- 2) L'Office Statistique des Communautés européennes a transmis à la Commission son rapport sur l'établissement de l'indice commun (doc. 2266/69/F, annexe I au présent rapport) ainsi qu'une note sur l'évolution des traitements publics entre le 30 juin 1968 et le 30 juin 1969 (doc. n° 2269 /69/F, annexe II au présent rapport) fondée sur les données qu'ont bien voulu lui faire parvenir les autorités nationales compétentes.

Par ailleurs, les services de la Commission ont, comme chaque année, établi les tableaux donnant l'évolution du volume du produit national brut par tête de la population active occupée (annexe III au présent rapport), l'évolution du pouvoir d'achat du revenu par salarié (annexe IV au présent rapport) ainsi que l'évolution des salaires et traitements par tête dans les administrations nationales (annexe V au présent rapport).

C'est sur la base des éléments ainsi réunis que la Commission a arrêté les propositions ci-après pour l'adaptation des rémunérations des fonctionnaires.

3) Les facteurs à prendre en considération

a) Evolution du coût de la vie

Les adaptations des rémunérations proposées se basent en premier lieu sur l'évolution d'un indice du coût de la vie valable pour Bruxelles. Cet indice est établi par l'Office Statistique des Communautés européennes en collaboration avec les services statistiques nationaux des Etats membres. Sa situation au 1er juillet 1969 est exposée en détail dans le rapport de l'Office Statistique et joint en annexe I.

On notera en particulier que selon ce document l'indice de prix au 1er juillet 1969 sur la base 100 au 1er juillet 1968 se situe à 105,0 à Bruxelles.

b) Evolution de la productivité globale de l'économie

Toutefois, une politique visant au maintien d'une répartition équilibrée des fruits de l'expansion entre les diverses catégories de la population et notamment au maintien du niveau relatif des rémunérations des fonctionnaires, paraît rendre nécessaire d'aller au-delà de cette simple compensation du coût de la vie.

A cet effet et à partir des données de comptabilité nationales existantes dans les Etats membres, l'évolution de la productivité globale dans la Communauté a été déterminée dans le tableau de l'annexe III. Elle peut être évaluée pour la période de référence à 6,3 %.

c) Evolution des traitements publics nationaux

La documentation fournie par les autorités nationales compétentes et rassemblée par l'Office statistique dans l'annexe II fait apparaître qu'au-delà de la compensation de l'augmentation générale du coût de la vie, les fonctionnaires nationaux ont, dans l'ensemble, bénéficié d'une augmentation réelle de 2,1 % (moyenne pondérée).

.../...

d) Conclusions

En plus de la compensation du coût de la vie précisée ci-dessus (5 %), une participation à l'amélioration effective du niveau de vie dans l'ensemble des Etats membres paraît justifiée; compte tenu de l'évolution de la productivité globale dans la Communauté (6,3 %), de l'évolution des traitements publics nationaux (2,1 % moyenne pondérée), ainsi que de l'évolution du pouvoir d'achat des revenus par salarié (4,8 % cfr. Annexe IV) la Commission estime devoir proposer au-delà de l'augmentation des 5 % précitées, au minimum pour l'ensemble du personnel une augmentation de 5%.

Dans ces conditions, la Commission propose donc une augmentation nette globale de 10 %.

4) Nouveaux barèmes de traitements

Comme les années précédentes, la Commission estime que les augmentations proposées doivent se faire non pas par une majoration des coefficients correcteurs, mais par une adaptation correspondante des traitements de base. De ce fait, le coefficient correcteur pour Bruxelles doit rester 100 % et le barème des traitements de l'article 66 du statut doit être modifié en conséquence. Après avoir procédé aux arrondissements d'usage on arrive au barème se trouvant à l'Annexe VI.

Une opération semblable a été effectuée pour le barème des rémunérations des agents auxiliaires visés à l'article 63 du Règlement applicable aux autres agents des Communautés européennes se trouvant à l'Annexe VII.

5) Augmentation des indemnités et allocations

Il est nécessaire d'augmenter les allocations et indemnités auxquelles s'applique le coefficient correcteur dans des proportions analogues aux augmentations prévues pour le barème des traitements.

6) Autres lieux d'affectation

Afin d'assurer dans toute la mesure du possible, l'équivalence du pouvoir d'achat de tous les fonctionnaires, indépendamment de leur lieu d'affectation, les coefficients correcteurs fixés doivent refléter en plus de la participation à l'amélioration moyenne du niveau de vie dans la Communauté, la disparité des coûts de vie.

A cet effet, la Commission recommande les coefficients correcteurs suivants :

Allemagne	98
France	118
Italie	98
Grand Duché de Luxembourg	98
Pays-Bas	100
Royaume-Uni	101
Suisse	101

Ces coefficients correcteurs ont pour point de départ ceux proposés par la Commission à la date du 1er janvier 1969. Ils se basent donc en premier lieu, ainsi que l'ont proposé les experts financiers eux-mêmes (doc. R/1756/69 (STAT 42)(FIN 287) page 21 sur les résultats d'une enquête effectuée sur un plan géographique par l'Office Statistique pour établir les taux d'équivalence du pouvoir d'achat à la consommation des fonctionnaires européens. En outre, ils tiennent compte, conformément aux dispositions de l'article 64 du statut, en même temps que du coût de la vie, des conditions de vie particulières dans lesquelles se trouvent tant les fonctionnaires affectés dans les capitales que les fonctionnaires isolés ou travaillant auprès d'un Centre Commun de Recherches.

7) Pensions

L'article 82 paragraphe 2 du statut dispose que "si le Conseil, en application de l'article 65 paragraphe 1, décide une augmentation des rémunérations, cette même autorité prenne simultanément une décision sur une augmentation appropriée des pensions acquises."

La Commission estime que l'augmentation des rémunérations accordée aux fonctionnaires en activité doit également bénéficier aux titulaires de pensions; les pensions actuellement versées doivent donc être recalculées sur la base des nouveaux traitements.

Les coefficients correcteurs à appliquer à ces pensions résultent, à partir des coefficients valables au 1er janvier 1969, de calculs analogues à ceux qui sont détaillés au point 6.

Belgique	100
Allemagne	98
France	118
Italie	98
Luxembourg	98
Pays-Bas	98

8) Date d'effet de l'adaptation

Les présentes propositions conduisent essentiellement au maintien du pouvoir d'achat des rémunérations des fonctionnaires et des agents des Communautés. Fondées sur l'évolution de la situation entre le 1er juillet 1968 et le 1er juillet 1969, c'est avec effet à cette dernière date qu'elles doivent, de l'avis de la Commission être retenues; toute autre solution aboutirait en fait à une dépréciation supplémentaire du pouvoir d'achat des rémunérations des fonctionnaires.

17.151/IX/69-F
Def

Doc. N° 2266/69 f

=====

OFFICE STATISTIQUE
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

ANNEXE I

C o n f i d e n t i e l

R A P P O R T

de l'Office statistique des Communautés européennes
sur l'établissement de l'indice commun
pour l'année 1969

—————
(Article 65 du Statut)

1. Conformément à l'article 65 du Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, l'Office statistique a établi l'indice commun de l'année 1969 pour les différents pays ou lieux d'affectation. Il est rappelé que, sur base de l'enquête sur les budgets familiaux que l'Office a effectuée en 1965/66 parmi les fonctionnaires européens affectés à Bruxelles, Luxembourg et Ispra, tous les indices ont été calculés selon la même méthode, dite méthode de l'O.C.D.E. (1).
2. Le loyer représentant une part importante des dépenses des ménages des fonctionnaires, l'Office statistique a renouvelé l'enquête sur le montant des loyers payés par les agents des Communautés déjà effectuée en 1963, 1964, 1965, 1966, 1967 et 1968 dans le cadre des travaux de l'indice commun. Un indice des loyers à Bruxelles, Luxembourg et Ispra a pu ainsi être établi entre 1968 et 1969.

Ces indices ont été transmis aux services nationaux de statistique des pays intéressés afin d'être incorporés aux calculs de l'indice commun de ces trois localités.

3. Tous les indices mentionnés dans le rapport ont été fournis par les services nationaux de statistique des pays, ou ont été transmis respectivement par le B.I.T. et la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix (organisations coordonnées à Paris).

Les indices partiels par groupe d'articles font l'objet des tableaux 1 à 10.

4. Compte tenu de ce qui a été mentionné ci-dessus, l'indice commun au 1er juillet 1969 sur base 100 au 1er juillet 1968 s'établit comme suit pour les différents pays ou lieux d'affectation :

Belgique

Bruxelles	105,0	avec loyer
	104,7	sans loyer

L'indice commun a été établi sur la base d'un relevé de prix effectué à Bruxelles par le service de l'indice du Ministère belge des affaires économiques et de l'énergie.

(1) Voir document du Conseil R/778/66 (Stat 41) du 19 juillet 1966.

On signalera que, le groupe des questions financières ayant estimé qu'une enquête particulière sur les prix dans la région de Mol-Geel n'était pas nécessaire, aucun indice spécial n'a été établi pour ce lieu d'affectation.

Luxembourg :

Ville de Luxembourg	:	104,03	avec loyer
		103,32	sans loyer

L'indice commun a été établi sur la base d'un relevé de prix effectué par le STATEC.

Italie :

Ispra	:	101,4	avec loyer
		101,5	sans loyer
Rome	:	(1)	

Pour Ispra, l'indice commun a été établi sur base d'un relevé de prix effectué à Ispra et dans la région par l'ISTAT.

France :

Paris	:	106,6	avec loyer
Cadarache	:	106,7	avec loyer
Grenoble	:	106,7	avec loyer

Pour Paris, l'indice international établi par la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix a servi de base à l'indice commun.

Pour Cadarache et Grenoble, l'indice commun a été établi selon le schéma de la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix, sur la base de relevés de prix effectués à Marseille et à Lyon par l'INSHE.

Allemagne : 101,8 avec loyer

Pays-Bas : 107,7 avec loyer

Royaume-Uni : 104,9 avec loyer

(1) Donnée non encore disponible.

Les indices internationaux établis par la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix ont servi de base à l'indice commun pour ces trois pays.

Suisse :

Genève : 103,5 avec loyer

L'indice établi par le P.I.T. a servi de base à l'indice commun.

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'INDICE COMMUN
pour les différents pays ou lieux d'affectation

Situation au 1er juillet 1969

Base 100 au 1er juillet 1968

Pays ou lieu d'affectation	Indice avec loyer	Indice sans loyer
<u>Belgique</u>		
Bruxelles	105,0	104,7
<u>Luxembourg</u>	104,03	103,32
<u>Italie</u>		
Ispra	101,4	101,5
Rome	(1)	
<u>France</u>		
Paris	106,6	-
Cadarache	106,7	-
Grenoble	106,7	-
<u>Allemagne</u>	101,8	-
<u>Pays-Bas</u>	107,7	-
<u>Royaume-Uni</u>	104,9	-
<u>Suisse</u>		
Genève	103,5	-

(1) Donnée non encore disponible

Liste des tableaux (1)

Indices par groupes de dépenses :

Tableau 1	Bruxelles
Tableau 2	Luxembourg
Tableau 3	Région d'Ispra
Tableau 4	Italie
Tableau 5	Paris
Tableau 6	Marseille
Tableau 7	Lyon
Tableau 8.....	Allemagne
Tableau 9	Pays-Bas
Tableau 10	Royaume-Uni

(1) On signale que, par le jeu des arrondissements, la multiplication des indices partiels par la pondération ne donne pas toujours exactement l'indice d'ensemble.

Tableau 1

Ville : Bruxelles

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(indices établis à partir d'un relevé de prix effectué
par le "Service de l'indice" du Ministère des Affaires économiques
et de l'Energie et pondérés selon les résultats de l'enquête
"Budgets familiaux fonctionnaires européens")

Groupes de dépenses	Pondération en ‰		Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968	
	avec loyer	sans loyer	avec loyer	sans loyer
INDICE D'ENSEMBLE	1000,0	1000,0	105,0	104,7
Alimentation	256,2	305,2	107,4	107,4
Logement, ameublement, équipe- ment ménager, articles et servi- ces connexes	328,0	199,6	105,7	105,0
dont loyer	160,4	-	106,4	-
Habillement	98,7	117,6	103,1	103,1
Services médicaux et soins personnels	54,9	65,3	100,1	100,1
Transports	144,1	171,7	101,7	101,6
Activités culturelles et dis- tractions	83,7	99,6	105,3	105,3
Divers	34,4	41,0	106,3	106,3

LUXEMBOURG

Ville : Luxembourg

Tableau 2

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(indices établis à partir d'un relevé de prix effectué
par le STATEC et pondérés selon les résultats de l'enquête
"Budgets familiaux fonctionnaires européens")

Groupes de dépenses	Pondération en ‰		Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968	
	avec loyer	sans loyer	avec loyer	sans loyer
INDICE D'ENSEMBLE	1000,0	1000,0	104,03	103,32
Alimentation	247,5	294,2	104,48	104,45
Logement, ameublement, équipement ménager, articles et services connexes	309,9	179,9	105,38	102,93
dont loyer	158,6	-	107,70	-
Habillement	97,5	115,8	102,02	102,02
Services médicaux et soins personnels	50,0	59,4	100,96	100,96
Transports	153,3	182,2	99,06	99,06
Activités culturelles et dis- tractions	105,8	125,7	111,16	111,16
Divers	36,0	42,0	99,17	99,14

ITALIE

Zone : Ispra

Tableau 3

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(indices établis à partir d'un relevé de prix effectué
par l'I.S.T.A.T. et pondérés selon les résultats de l'enquête
"Budgets familiaux fonctionnaires européens")

Groupes de dépenses	Pondération en ‰		Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968	
	avec loyer	sans loyer	avec loyer	sans loyer
INDICE D'ENSEMBLE	1000,0	1000,0	101,4	101,5
Alimentation	251,8	284,9	103,9	103,9
Logement, ameublement, équipement ménager, articles et services connexes	300,0	208,0	101,0	101,4
dont loyer	116,3	-	100,5	-
Habillement	95,7	108,2	100,4	100,4
Services médicaux et soins per- sonnels	42,5	48,1	101,4	101,4
Transports	172,9	195,6	100,3	100,3
Activités culturelles et distrac- tions	106,2	120,2	99,8	99,8
Divers	30,9	35,0	100,0	100,0

Tableau 4

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(calculs effectués sur base des indices établis
par la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix)

Groupes de dépenses	Pondération en ‰	Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968
INDICE D'ENSEMBLE	1 000	101,7
I. Alimentation, boissons, restaurant	302,0	102,5
II. Loyer, gaz et électricité..	201,0	99,8
III. Equipement ménager et entretien	78,0	100,2
IV. Services domestiques	32,0	105,5
V. Vêtements et chaussures ...	102,0	100,8
VI. Soins personnels	35,5	105,9
VII. Soins médicaux	22,5	105,6
VIII. Transports	124,0	102,9
IX. Activités récréatives, lec- tures	69,5	99,9
X. Divers	33,5	101,6

FRANCE

Ville : Paris

Tableau 5

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(indices établis par l'INSEE d'après le schéma
de la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix)

Groupes de dépenses	Pondération en ‰	Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968
INDICE D'ENSEMBLE	1000,0	106,6
I. Alimentation, boissons, restaurant	279,5	105,8
II. Logements et charges	208,0	105,0
III. Equipement et entretien ménagers .	70,5	106,6
IV. Services domestiques	62,0	110,9
V. Habillement, chaussures	91,5	105,1
VI. Soins personnels et médicaux	67,5	107,0
VII. Transports	110,0	107,5
VIII. Distractions et lectures	77,5	109,3
IX. Divers	33,5	108,3

FRANCE

Ville : Marseille

Tableau 6

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(indices établis par l'INSEE d'après le schéma
de la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix)

Groupes de dépenses	Pondération en ‰	Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968
INDICE D'ENSEMBLE	1000,0	106,7
I. Alimentation, boissons, restaurant .	279,5	105,0
II. Logements et charges	208,0	105,0
III. Equipement et entretien ménagers ...	70,5	105,9
IV. Services domestiques	62,0	110,9
V. Habillement, chaussures	91,5	106,3
VI. Soins personnels et médicaux	67,5	109,8
VII. Transports	110,0	108,3
VIII. Distractions et lectures	77,5	109,3
IX. Divers	33,5	108,3

FRANCE

Ville : Lyon

Tableau 7

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(indices établis par l'INSEE d'après le schéma
de la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix)

Groupes de dépenses	Pondération en ‰	Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968
INDICE D'ENSEMBLE	1000,0	106,7
I. Alimentation, boissons, restaurant .	279,5	105,7
II. Logements et charges	208,0	105,0
III. Equipement et entretien ménagers ...	70,5	106,0
IV. Services domestiques	62,0	110,9
V. Habillement, chaussures	91,5	104,4
VI. Soins personnels et médicaux	67,5	110,0
VII. Transports	110,0	108,3
VIII. Distractions et lectures	77,5	109,3
IX. Divers	33,5	108,3

Tableau 8

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(calculs effectués sur base des indices établis
par la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix)

Groupes de dépenses	Pondération en %	Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968
INDICE D'ENSEMBLE	1000	101,8
I. Alimentation, boissons, res- taurants	271,0	102,9
II. Logement et services	191,0	102,8
III. Equipement et entretien ménagers	121,0	100,2
IV. Services domestiques	18,5	103,3
V. Vêtements et chaussures ...	100,0	100,7
VI. Soins personnels	28,0	101,9
VII. Soins médicaux	25,0	101,1
VIII. Transports	145,5	100,6
IX. Distractions, lectures	64,5	101,1
X. Divers	35,5	100,1

Tableau 9

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(calculs effectués sur base des indices établis
par la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix)

Groupes de dépenses	Pondération en ‰	Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968
INDICE D'ENSEMBLE	1000	107,7
I. Alimentation, boissons, restaurant	253	107,7
II. Logement et services	180	103,2
III. Equipement et entretien ménagers	117	106,8
IV. Services domestiques	22	110,1
V. Vêtements et chaussures ..	98	111,5
VI. Soins personnels	29	109,2
VII. Soins médicaux	36	134,7
VIII. Transports	158	103,4
IX. Distractions, lectures ...	72	108,3
X. Divers	35	110,8

Tableau 10

Indices des prix à la consommation par groupes de dépenses
au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968

(calculs effectués sur base des indices établis
par la Section Inter-Organisations d'Etude des Salaires et des Prix)

Groupes de dépenses	Pondération en ‰	Indices au 1er juillet 1969 base 100 au 1er juillet 1968
INDICE D'ENSEMBLE	1000	104,9
I. Alimentation, boissons, restaurants	246,5	106,3
II. Logement et services	244,5	104,5
III. Equipement et entretien ménagers	78,5	103,9
IV. Services domestiques	42,0	100,0
V. Vêtements et chaussures .	83,5	103,7
VI. Soins personnels	28,0	105,1
VII. Soins médicaux	24,5	105,2
VIII. Transports	144,0	103,7
IX. Distractions, lectures ..	65,0	106,4
X. Divers	43,5	108,9

17.151/IX/69-F
Def

ANNEXE II

OFFICE STATISTIQUE
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DOC. N° 2269/69 f

=====

Evolution des traitements publics
entre le 30 juin 1968 (respectivement le 1er juillet 1968)
et le 30 juin 1969

Table des matières

	<u>Page</u>
Note explicative au sujet du calcul de l'évolution des traitements des fonctionnaires des Etats membres	2
Annexe I : Liste des tableaux. Traitements des fonctionnaires publics (montants mensuels en monnaie nationale au 30.6.1968 - respectivement 1.7.1968 - et au 30.6.1969)	6
- Belgique	
- Allemagne (R.F.)	
- France	
- Italie	
- Luxembourg	
- Pays-Bas	
Annexe II : Liste des tableaux. Evolution nominale des traitements des fonctionnaires publics entre le 30.6.1968 - respectivement 1.7.1968 - et le 30.6.1969	24
- Belgique	
- Allemagne (R.F.)	
- France	
- Italie	
- Luxembourg	
- Pays-Bas	
Annexe III : Liste des tableaux. Evolution réelle des traitements des fonctionnaires publics entre le 30.6.1968 - respectivement 1.7.1968 - et le 30.6.1969	31
- Belgique	
- Allemagne (R.F.)	
- France	
- Italie	
- Luxembourg	
- Pays-Bas	

Note explicative
au sujet du calcul de l'évolution des traitements
des fonctionnaires des Etats membres

1. Les tableaux ci-après donnent un aperçu de l'évolution des traitements des fonctionnaires des Etats membres entre le 30.6.1968 (respectivement le 1.7.1968) et le 30 juin 1969.
2. Les tableaux de l'annexe I donnent les traitements, pour les différents pays et aux différentes périodes, en monnaies nationales, tels qu'ils ont été communiqués à l'Office par les services compétents. Les services ayant transmis les données de base sont les suivants :

Belgique	: la Représentation permanente
Allemagne (R.F.)	: le "Bundesminister des Innern"
France	: la Représentation permanente
Italie	: l'"Istituto centrale di statistica"
Luxembourg	: le Ministère de la Fonction publique, service central du personnel
Pays-Bas	: le "Ministerie van Binnenlandse Zaken"

3. Les tableaux de l'annexe II montrent l'évolution en indices nominaux pour la période du 30.6.1968 (respectivement 1.7.1968) au 30.6.1969.

Les moyennes par pays sont des moyennes arithmétiques simples des indices de tous les traitements indiqués.

Des moyennes pondérées ont été calculées pour les pays qui avaient fourni les informations nécessaires sur les effectifs.
4. Les tableaux de l'annexe III montrent l'évolution en indices réels pour la même période que celle mentionnée ci-dessus. L'indice réel est obtenu en divisant l'indice nominal par l'indice des prix à la consommation.

Les indices des prix à la consommation utilisés sont les indices originaux tels qu'ils sont publiés par les différents pays.

Etant donné que les indices des prix à la consommation pour tous les pays, sauf le Luxembourg, reflètent en général la situation vers le milieu du mois concerné, l'Office s'est basé sur la moyenne arithmétique des indices des mois de juin et juillet; ceux-ci reflètent le mieux la situation au 30 juin ou au 1er juillet. Cependant, à la demande de la délégation belge, du groupe "Questions financières", formulée lors de la discussion du rapport de l'indice commun pour l'année 1966, les calculs pour la Belgique ont été effectués à partir des indices du mois de juin seulement. Les indices des prix à la consommation utilisés sont repris dans le tableau I.

Tableau 1

Evolution des indices des prix à la consommation dans les Etats membres
Période juin 1968 - juillet 1969

Période	Belgique		France		Allemagne (R.F.)		Italie		Pays-Bas		Luxembourg	
	1966=100		1962=100		1962=100		1966=100		1964=100		1965=100	
Juin 1968	105,54	100,0	121,8		116,3		105,1		117,8			
Juillet 1968			122,2		116,1		104,9		117,4			
Juin/Juillet 68			122,0	100,0	116,2	100,0	105,0	100,0	117,6	100,0		100,0
Juin 1969	109,49	103,74	129,6		119,7		107,6		127,1			
Juillet 1969			130,2		119,5		108,2		126,0			
Juin/Juillet 69			129,9	106,5	119,6	102,9	107,9	102,8	126,6	107,7	111,01	102,47

2269/69 f

5. Le tableau 2 comporte une récapitulation des différents indices relatifs aux traitements. On signale que les indices pour l'ensemble de la Communauté ont été calculés d'une part sur la base de moyennes arithmétiques des indices des traitements, et d'autre part pondérés à partir de nombres correspondant grosso modo aux effectifs de fonctionnaires de chacun des pays. Ces renseignements ont été tirés de l'enquête communautaire par sondage sur les forces de travail, effectuée par l'Office statistique en collaboration avec les Instituts nationaux de statistique, au printemps 1968.

La pondération est la suivante :

Allemagne (R.F.)	34,1 %
France	24,3 %
Italie	27,3 %
Pays-Bas	8,5 %
Belgique	5,5 %
Luxembourg	0,3 %
	<hr/>
	100,0 %

Tableau 2

Evolution des traitements des fonctionnaires des Etats membres
entre le 30.6.1968 (respectivement le 1.7.1968) et le 30.6.1969

Pays	I n d i c e s											
	B r u t						N e t					
	Nominaux		Réels		Nominaux		Réels		Nominaux		Réels	
non pondérés	pondérés	non pondérés	pondérés	non pondérés	pondérés	non pondérés	pondérés	non pondérés	pondérés	non pondérés	pondérés	
Belgique	106,2	105,9	102,4	102,1	105,6	105,5	101,8	101,7	105,6	105,5	101,8	101,7
Allemagne (R.F.)	109,3	109,0	106,2	105,9	108,0	107,8	105,0	104,8	108,0	107,8	105,0	104,8
France	105,2	106,1	98,8	99,7	104,9	105,5	98,5	99,1	104,9	105,5	98,5	99,1
Italie	105,2	-	102,3	-	105,4	-	102,5	-	105,4	-	102,5	-
Luxembourg	101,6	101,6	99,1	99,1	101,4	101,4	98,9	98,9	101,4	101,4	98,9	98,9
Pays-Bas	108,3	108,4	100,6	100,6	106,5	107,5	98,9	99,8	106,5	107,5	98,9	99,8
Communauté												
Moyenne arithmétique	106,0	106,2	101,6	101,5	105,3	105,5	100,9	100,9	105,3	105,5	100,9	100,9
Moyenne pondérée	106,9	107,7	102,6	102,9	106,3	105,8	102,0	102,1	106,3	105,8	102,0	102,1

ANNEXE I

Liste des tableaux

Traitements des fonctionnaires publics

(montants mensuels en monnaie nationale)

Belgique

Tableau 3 : Situation au 30.6.1968
Tableau 4 : Situation au 30.6.1969

Allemagne (R.F.)

Tableau 5 : Situation au 30.6.1968
Tableau 6 : Situation au 30.6.1969

France

Tableau 7 : Situation au 30.6.1968
Tableau 8 : Situation au 30.6.1969

Italie

Tableau 9 : Situation au 30.6.1968
Tableau 10 : Situation au 30.6.1969

Luxembourg

Tableau 11 : Situation au 1.7.1968
Tableau 12 : Situation au 30.6.1969

Pays-Bas

Tableau 13 : Situation au 30.6.1968
Tableau 14 : Situation au 30.6.1969

Rémunération globale de certains grades-types
de la fonction publique belge

Situation au 30 juin 1968
(montant mensuel en FB)

Niveau	Echelle	Grade	Célibataire (1)		Marié, 2 enfants de + de 14 ans(2)					
			Montant brut Min.	Max.	Montant brut Min.	Max.				
1	161	Directeur Général	37 494	52 077	27 314	36 272	40 146	54 729	30 907	39 865
	132	Conseiller ou Directeur	24 166	36 459	18 658	26 681	26 818	39 111	22 036	30 274
	101	Secrétaire d'administration	17 022	26 983	13 502	20 617	19 674	29 635	16 575	24 130
2	241	Chef administratif	14 236	24 172	11 302	18 664	17 632	26 824	15 009	22 042
	222	S/Chef de bureau	12 530	18 862	10 220	14 848	15 590	21 514	13 470	17 996
	201	Rédacteur	10 182	14 572	8 517	11 693	13 242	17 428	11 670	14 843
3	341	Commis chef	10 795	16 715	8 952	13 280	13 855	19 367	12 128	16 340
	321	Commis principal	9 467	13 857	8 040	11 174	12 527	16 713	11 172	14 297
	301	Commis	9 264	12 530	7 888	10 220	12 324	15 590	11 014	13 470
4	421	Chef huissier ou dactylo	8 753	10 795	7 511	8 990	11 813	13 855	10 623	12 176
	411	Messageur huissier	8 610	10 284	7 403	8 592	11 670	13 344	10 520	11 747

(1) Traitement de base + index + indemnité de résidence + pécule de vacances + allocation de vacances de programmation

(2) Traitement de base + index + indemnité de foyer + pécule de vacances + allocations familiales + allocation de programmation

Pour le calcul des montants nets, il a été porté en réduction :

- la retenue pour l'accasse de veuves et orphelins
- la retenue pour l'assurance-maladie
- le précompte professionnel

Tableau 4

Rémunération globale de certains grades-types
de la fonction publique belgeSituation au 30 juin 1969
(montant mensuel en FB)

Niveau	Echelle	Grade	Célibataire (1)				Marié, 2 enfants de + de 14 ans (2)			
			Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
			Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
1	161	Directeur Général	39 789	55 254	28 723	38 038	42 549	58 016	36 424	41 739
	132	Conseiller ou Directeur	25 656	38 691	19 709	28 060	28 416	41 451	23 267	31 761
	101	Secrétaire administratif	18 080	28 643	14 288	21 730	20 840	31 403	17 512	25 431
2	241	Chef administratif	15 699	25 662	12 547	19 714	18 675	28 422	15 659	23 272
	222	S/Chef de bureau	13 317	20 031	10 814	15 702	16 508	22 791	14 224	19 009
	201	Rédacteur	10 828	15 483	8 987	12 376	14 021	18 459	12 307	15 681
3	341	Commis chef	11 477	17 756	9 463	14 052	14 670	20 516	12 806	17 257
	321	Commis principal	10 070	14 725	8 491	11 828	13 263	17 701	11 753	15 104
	301	Commis	9 853	13 317	8 336	10 814	13 046	16 510	11 608	14 226
4	421	Chef huissier	9 312	11 477	7 938	9 463	12 505	14 670	11 199	12 806
	411	Messageur-huissier	8 987	10 936	7 706	9 067	12 180	14 129	10 950	12 391

(1) Traitement de base + index + indemnité de résidence + pécule de vacances + allocation de programmation
 (2) Traitement de base + index + indemnité de foyer + pécule de vacances + allocations familiales + allocation de programmation

Pour le calcul des montants nets, il a été porté en déduction :

- la retenue pour la caisse de veuves et orphelins
- la retenue pour l'assurance-maladie
- le précompte professionnel

Note explicative au sujet des traitements au 30 juin 1969

1. Augmentation des traitements bruts

Pendant la période du 1er juillet 1968 au 30 juin 1969, l'augmentation des traitements bruts provient des facteurs ci-après :

- 1) deux adaptations des traitements à l'évolution du coût de la vie; la première augmentation de 2,5 % a été appliquée à partir du 1.12.1968 et la deuxième a sorti ses effets au 1.5.1969;
- 2) l'allocation de programmation qui s'élevait en 1968 à 125 FB par mois, se décompose en 1969 en une partie forfaitaire de 200 FB par mois et une autre partie égale à 2,4 % de la rémunération brute à 100 % (allocation de foyer ou de résidence comprise également à 100 %);
- 3) une augmentation des allocations familiales, s'élevant pour deux enfants de plus de 14 ans à 108 FB.

2. Calcul des traitements nets

Pour le calcul des traitements nets, il a été tenu compte des éléments ci-après :

- 1) traitement de base + index
- 2) retenues pour la sécurité sociale :
 - a. pour la caisse des veuves et orphelins
 - b. pour l'assurance maladie-invalidité
- 3) indemnités et pécule de vacances à ajouter au traitement après retenues de sécurité sociale pour obtenir la base imposable :
 - a. indemnité de résidence (pour le célibataire)
 - b. indemnité de foyer (pour le fonctionnaire marié)
 - c. pécule de vacances
- 4) l'impôt a été calculé d'après le barème du précompte professionnel sur la base du traitement mensuel (1-2+3); pour le fonctionnaire marié, il a été tenu compte de trois personnes à charge
- 5) pour le fonctionnaire marié, le montant obtenu après déduction des impôts est augmenté :
 - a. des allocations familiales pour deux enfants de plus de 14 ans
 - b) du pécule de vacances familiales pour le même cas.

Traitement des fonctionnaires fédéraux (1)

Situation au 30.6.1968
(Montant mensuel en DM)(2)

Carrière	Grade	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Minimum		Maximum		Minimum		Maximum	
		Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net
Cat. A	A 13 (3)	1 560	1 311	2 147	1 693	1 801	1 611	2 320	2 021
	A 16/B 3 (4)	1 840	1 503	3 392	2 464	2 081	1 840	3 564	2 907
	B 8	-	-	4 496	3 096	-	-	4 668	3 667
Cat. B	A 9 (3)	1 020	898	1 380	1 172	1 252	1 160	1 552	1 403
	A 11	1 202	1 043	1 808	1 490	1 434	1 310	1 980	1 751
	A 12/13 (4)	1 302	1 123	2 147	1 693	1 534	1 394	2 320	2 021
Cat. C	A 5 (3)	716	644	935	822	948	905	1 107	1 034
	A 7	818	736	1 170	1 015	1 050	996	1 342	1 233
	A 8/9 (4)	844	757	1 380	1 172	1 076	1 017	1 552	1 403
Cat. D	A 1	560	515	763	680	792	776	935	892
	A 3	616	561	845	746	847	821	1 017	958
	A 4/5 (4)	660	599	935	822	892	859	1 107	1 034

(1) Traitement de base + indemnité de résidence + allocation pour enfant + indemnité de représentation pour activité au sein des organismes fédéraux supérieurs (la somme de ces montants donne le traitement); est en outre compris dans les montants indiqués 1/12 des allocations spéciales annuelles en fonction de la loi du 15.7.1965 (B.G.B. 1. I.S. 609). Le montant de l'impôt sur les salaires a été déduit dans les colonnes "Net" selon le barème en vigueur en tenant compte également du dégrèvement de 100 DM par an à raison de 8,33 DM par mois. Déduction a également été faite de la retenue complémentaire à l'impôt sur les salaires.

(2) Les montants ont été arrondis au DM.

(3) Pour les grades A 5, A 9 et A 13, le troisième échelon a été considéré comme début de grade.

(4) Les grades mentionnés après le trait sont les grades les plus élevés qui, à partir du 1.7.1967, peuvent être atteints dans ce grade. Il en a été tenu compte pour le calcul de fin de carrière.

Traitement des fonctionnaires fédéraux (1)

Situation au 30.6.1969

(Montant mensuel en DM)(2)

Carrière	Grade	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Minimum		Maximum		Minimum		Maximum	
		Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net
Cat. A	A 13 (3)	1 709	1 406	2 395	1 846	1 968	1 746	2 582	2 221
	A 16/ B 3 (4)	1 980	1 595	3 690	2 629	2 239	1 965	3 877	3 115
	B 9 (5)	-	-	5 181	3 448	-	-	5 368	4 062
Cat. B	A 9 (3)	1 119	976	1 523	1 275	1 369	1 254	1 710	1 531
	A 11	1 296	1 114	1 924	1 566	1 546	1 401	2 111	1 855
	A 12/13 (4)	1 406	1 200	2 395	1 846	1 656	1 494	2 582	2 221
Cat. C	A 5 (5)	789	703	1 037	902	1 043	983	1 224	1 128
	A 7	879	785	1 269	1 090	1 134	1 064	1 456	1 325
	A 8/9 (4)	917	816	1 523	1 275	1 171	1 094	1 710	1 531
Cat. D	A 1	599	547	815	722	854	825	1 002	946
	A 3	675	608	919	805	929	886	1 106	1 030
	A 4/5 (4)	714	642	1 037	902	968	921	1 224	1 128

(1) Traitement de base + indemnité de résidence + allocation pour enfant + indemnité de représentation pour activité au sein des organismes fédéraux supérieurs (la somme de ces montants donne le traitement); est en outre compris dans les montants indiqués 1/12 des allocations spéciales annuelles en fonction de la loi du 15.7.1965 (B.G.B. 1 I.S. 609). Le montant de l'impôt sur les salaires a été déduit dans les colonnes "Net" selon le barème en vigueur en tenant compte également du dégrèvement de 100 DM par an à raison de 8,35 DM par mois. Déduction a également été faite de la retenue complémentaire à l'impôt sur les salaires.

(2) Les montants ont été arrondis au DM.

(3) Pour les grades A 5, A 9 et A 13, le troisième échelon a été considéré comme début de grade.

(4) Les grades mentionnés après le trait sont les grades les plus élevés qui, à partir du 1.7.1967, peuvent être atteints dans ce grade. Il en a été tenu compte pour le calcul de fin de carrière.

(5) En fonction de la loi, le grade B 8 a été évalué comme B 9 à partir du 1.4.1969.

Rémunération mensuelle globale d'un fonctionnaire au 30.6.1968
(en francs français)

Catégories	Célibataire (1)						Marié, 2 enfants (2)					
	Montant brut			Montant net			Montant brut			Montant net		
	Minimum	Moyen	Maximum	Minimum	Moyen	Maximum	Minimum	Moyen	Maximum	Minimum	Moyen	Maximum
A	1 414,76 (3)	2 734,12	6 386,57 (4)	1 281,29	2 282,34	4 302,57	1 649,90 (3)	2 997,79	6 650,24 (4)	1 596,75	2 801,67	5 500,58
Universitaire	1 303,67 (5)	2 108,39	3 219,18 (6)	1 191,32	1 845,79	2 616,56	1 535,85 (5)	2 361,95	3 482,85 (6)	1 498,25	2 239,33	3 223,88
B	940,72	1 341,96	1 700,93	883,05	1 229,69	1 518,91	1 163,11	1 575,17	1 943,67	1 161,34	1 535,00	1 861,66
Secondaire	783,20	940,72	1 107,87	743,94	883,05	1 028,45	1 001,35	1 163,11	1 334,77	1 001,35	1 161,34	1 316,44
C	639,87	745,01	859,59	621,54	711,11	811,74	854,15	962,13	1 079,80	854,15	962,13	1 079,80
Primaire												

(1) Traitement de base + indemnité de résidence

(2) Traitement de base + indemnité de résidence + supplément familial de traitement + allocations familiales

(3) Minimum administrateur 1er échelon

(4) Maximum Directeur hors échelle E 2ème chevron

(5) Minimum attaché d'administration 1er échelon

(6) Maximum attaché d'administration principal dernier échelon

Rémunération mensuelle globale d'un fonctionnaire au 30.6.1969
(en francs français)

Catégories	Célibataire (1)						Marié, 2 enfants (2)					
	Montant brut			Montant net			Montant brut			Montant net		
	Minimum	Moyen	Maximum	Minimum	Moyen	Maximum	Minimum	Moyen	Maximum	Minimum	Moyen	Maximum
A	(3) 1 471,97	2 345,92	6 650,36 (4)	1 334,95	2 334,89	4 608,25	(3) 1 709,42	3 113,61	6 918,12 (4)	1 654,42	2 893,56	5 722,01
Universitaire	1 357,53 (5)	2 194,16	3 421,92 (6)	1 243,06	1 886,11	2 713,91	1 591,83 (5)	2 451,13	3 689,61 (6)	1 550,82	2 321,11	3 380,54
B	979,61	1 397,31	1 946,63	921,59	1 276,33	1 702,54	1 203,54	1 632,71	2 196,91	1 200,46	1 585,63	2 027,86
Secondaire	815,56	979,61	1 173,47	775,50	921,59	1 088,44	1 034,98	1 203,54	1 402,72	1 034,98	1 200,46	1 379,69
C	666,34	775,77	895,13	647,24	739,77	847,03	881,66	994,10	1 116,74	881,66	994,10	1 116,74
Primaire												

(1) Traitement de base + indemnité de résidence

(2) Traitement de base + indemnité de résidence + supplément familial de traitement + allocations familiales + salaire unique (2 enfants moins de 10 ans)

(3) Minimum administrateur 1er échelon

(4) Maximum Directeur hors échelle E - 2ème chevron

(5) Minimum Attaché d'administration - 1er échelon

(6) Maximum Attaché d'administration principal - dernier échelon

Traitements mensuels de début de certains fonctionnaires civils de l'Etat résidant à Rome, à la date du 30.6.1968 (a)
(lires italiennes)

Carrière	Grades	Célibataire						Marié			
		Montant brut			Montant net			Montant brut		Montant net	
		Traitement de base (b)	Autres éléments fixes (c)	Total	Traitement de base (d)	Autres éléments fixes (e)	Total	Complément familial (f)	Total	Complément familial (g)	Total
A	Directeur général IV	371 500	58 825	430 325	306 762	51 977	358 739	21 180	451 505	20 771	379 510
	Chef de section VII	165 966	38 424	204 390	140 695	35 434	176 126	21 180	225 570	20 771	196 900
	Conseiller III Classe X	95 483	30 407	125 890	83 745	28 665	112 410	21 180	147 070	20 771	133 181
B	Secrétaire en chef VI	206 558	43 126	249 684	173 492	39 409	212 901	21 180	270 864	20 771	233 672
	Premier secrétaire VIII	133 283	34 638	167 921	114 287	32 235	146 522	21 180	189 101	20 771	167 293
	Secrétaire adjoint XI	86 050	29 621	115 671	76 016	28 120	104 136	21 180	136 851	20 771	124 907
C	Chef archiviste VIII	133 283	34 638	167 921	114 287	32 235	146 522	21 180	189 101	20 771	167 293
	Archiviste XI	86 050	29 621	115 671	76 016	28 120	104 136	21 180	136 851	20 771	124 907
	Employé adjoint XIII	66 683	28 007	94 690	59 097	27 284	86 381	21 180	115 870	20 771	107 152
D	Commis en chef	74 200	28 633	102 833	65 664	27 845	93 509	21 180	124 013	20 771	114 280
	Huissier en chef	67 333	28 061	95 394	59 665	27 332	86 997	21 180	116 574	20 771	107 768
	Planton	59 650	27 421	87 071	52 952	26 758	79 710	21 180	108 251	20 771	100 481

Cf. Notes page 17

Tableau 9 (suite)

C a r r i è r e	Grades	E	Célibataire				Montant net		Marié			
			Montant brut		Autres éléments fixes (e)		Montant brut		Complément familial (g)			
			Traitement base (b)	Autres éléments fixes (c)	Total	Traitement base (d)	Total	Complément familial (f)	Total	Complément familial (g)		
A	Directeur Général IV	5°	417 938	62 695	480 633	343 266	55 099	398 365	21 180	501 813	20 771	419 136
	Chef de section VII	7°	195 010	40 845	235 855	164 162	37 442	201 604	21 180	257 035	20 771	222 375
	Conseiller III Classe X	1°	97 870	30 606	128 476	85 674	28 830	114 504	21 180	149 656	20 771	135 275
B	Secrétaire en chef VI	7°	242 706	46 139	288 845	202 699	41 907	244 606	21 180	310 025	20 771	265 377
	Premier secrétaire VIII	7°	156 608	36 582	193 190	133 133	33 847	166 980	21 180	214 370	20 771	187 751
	Secrétaire adjoint XI	3°	92 504	30 159	122 663	81 231	28 566	109 797	21 180	143 843	20 771	130 568
C	Chef archiviste VIII	7°	156 608	36 582	193 190	133 133	33 847	166 980	21 180	214 370	20 771	187 751
	Archiviste XI	7°	101 109	30 876	131 985	88 183	29 161	117 344	21 180	153 165	20 771	138 115
	Employé adjoint XIII	3°	71 685	28 424	100 109	63 466	27 657	91 123	21 180	121 289	20 771	111 894
D	Commis en chef	7°	87 185	29 715	116 900	77 008	28 815	105 823	21 180	138 080	20 771	126 594
	Huissier en chef	7°	79 117	29 043	108 160	69 959	28 212	98 171	21 180	129 340	20 771	118 942
	Planton	3°	64 124	27 794	91 918	56 861	27 092	83 953	21 180	113 098	20 771	104 724

Cf. notes page 17

2269/69 f

Notes au tableau 9

- (a) Les traitements font l'objet d'augmentations biennales régulières d'un nombre illimité et à raison de 2,50 % des chiffres initiaux.
- (b) Les valeurs indiquées résultent de l'inclusion dans le traitement de base de l'allocation temporaire avec effet au 1.1.1965 et de l'allocation complémentaire avec effet au 1.3.1966.
- (c) Sont comprises : l'indemnité complémentaire spéciale (échelle mobile), la part mensuelle (1/12) du 13ème mois, ainsi que l'allocation complémentaire mensuelle prévue par la loi n° 249 du 18.3.1969.
- (d) Après déduction des retenues au titre de la prévoyance et de l'assistance, calculées sur la base de 80 % du traitement brut; en outre, les retenues fiscales (qui comprennent une taxe additionnelle extraordinaire - loi n° 976 du 18.11.1966 - fixée pour le personnel civil titulaire avec coefficient de traitement 202 et plus) sont calculées après déduction des retenues au titre de la prévoyance et de l'assistance et après l'abattement à la base prévu par la loi.
- (e) Après déduction des retenues au titre de la prévoyance, de l'assistance et de l'impôt sur la part mensuelle du 13ème mois et de la retenue au titre de l'impôt du timbre sur l'indemnité complémentaire spéciale (échelle mobile) et des retenues fiscales et pour timbre sur l'allocation complémentaire mensuelle.
- (f) Ayant à charge le conjoint et deux enfants dont l'un d'un âge inférieur et l'autre d'un âge supérieur à 14 ans.
- (g) Après déduction des retenues au titre de la prévoyance (assistance en cas de maladie et GES. CA.L. sur 80 %) et de la retenue au titre de l'impôt du timbre.

ANNEXE I

Tableau 10

Traitements mensuels de début de certains fonctionnaires civils de l'Etat

résident à Rome, à la date du 30.6.1969

(lires italiennes)

Carrière	Grades	Célibataire				Marié					
		Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net			
		Traitement base (a)	Autres éléments fixes (b)	Total	Traitement base (c)	Autres éléments fixes (d)	Total	Complément familial (e)	Complément familial (f)		
A	Directeur général IV	371.500	83.555	455.055	306.762	73.450	380.212	21.180	476.235	20.771	400.983
	Chef de section VII	165.966	48.614	214.581	140.695	44.595	185.290	21.180	235.761	20.771	206.061
	Conseiller III Classe X	95.483	37.024	132.507	83.745	34.662	118.407	21.180	153.687	20.771	139.178
B	Secrétaire en chef VI	206.558	55.515	262.073	173.492	50.516	224.008	21.180	283.253	20.771	244.779
	Premier secrét. VIII	133.282	43.059	176.342	114.287	39.828	154.115	21.180	197.522	20.771	174.886
	Secrét. adjoint XI	86.050	36.238	122.288	76.016	34.117	110.133	21.180	143.468	20.771	130.904
C	Chef archiviste VIII	133.283	43.059	176.342	114.287	39.828	154.115	21.180	197.522	20.771	174.886
	Archiviste XI	86.050	36.238	122.288	76.016	34.117	110.133	21.180	143.468	20.771	130.904
	Employé adjoint XIII	66.683	34.624	101.307	59.097	33.670	92.767	21.180	122.487	20.771	113.538
D	Commis en chef	74.200	35.250	109.450	65.664	34.231	99.895	21.180	130.630	20.771	120.666
	Huissier en chef	67.333	34.678	102.011	59.655	33.718	93.383	21.180	123.191	20.771	114.154
	Planton	59.650	34.038	93.688	52.952	33.144	86.096	21.180	114.868	20.771	106.867

Cfr notes page 19

Carrière	Grades	E	Célibataire						Marié					
			Montant brut			Montant net			Montant brut			Montant net		
			Traitement base (a)	Autres éléments fixes (b)	Total	Traitement base (c)	Autres éléments fixes (d)	Total	Complément fiscal (e)	Total	Complément fiscal (f)	Total		
A	Directeur-Général IV	5°	417.938	87.425	505.363	343.266	76.572	419.838	21.180	526.543	20.771	440.609		
	Chef de section VII	7°	195.011	51.034	246.045	164.162	46.602	210.764	21.180	267.225	20.771	231.535		
	Conseiller III Classe X	1°	97.870	37.223	135.093	85.674	34.826	120.500	21.180	156.273	20.771	141.271		
B	Secrétaire en chef VI	7°	242.706	58.528	301.234	202.699	53.014	255.713	21.180	322.414	20.771	276.484		
	Premier secrétaire VIII	7°	156.608	45.002	201.610	133.133	41.440	174.573	21.180	222.790	20.771	195.344		
	Secrétaire adjoint XI	3°	92.504	36.775	129.279	81.231	34.563	115.794	21.180	150.459	20.771	136.565		
C	Chef archiviste VIII	7°	156.608	45.002	201.610	133.133	41.440	174.573	21.180	222.790	20.771	195.344		
	Archiviste XI	7°	101.109	37.402	138.601	88.183	35.157	123.340	21.180	159.781	20.771	144.111		
	Employé adjoint XIII	3°	71.685	35.040	106.725	63.466	34.044	97.510	21.180	127.905	20.771	118.281		
D	Commis en chef	7°	87.185	36.332	123.517	77.008	35.202	112.210	21.180	144.697	20.771	132.981		
	Huissier en chef	7°	79.117	35.660	114.777	69.959	34.599	104.558	21.180	135.957	20.771	125.329		
	Planton	3°	64.124	34.410	98.534	56.861	33.479	90.340	21.180	119.714	20.771	111.111		

Cfr notes page 19

Notes au tableau 10

- Les traitements peuvent faire l'objet d'augmentations biennales régulières en nombre illimité et à raison de 2,50 % des chiffres initiaux.
- a) Les montants sont les mêmes que ceux en vigueur le 30 juin 1968.
 - b) Sont comprises: l'indemnité complémentaire spéciale (échelle mobile) augmentée, à partir du 1er janvier 1969, de 19.200 Lit brutes à Lit 20.400 (augmentation : Lit. 1.200); l'allocation complémentaire mensuelle prévue par les lois n° 249 du 18 mars 1968 et 464 du 1er août 1969, à raison - au total - de 8 % du traitement initial, avec un minimum de 8.000 Lit (l'amélioration effective à partir du 1er janvier 1969 est de 5 % du montant du traitement initial); la part mensuelle (1/12) du 13ème mois, augmentée de la part mensuelle (1/12) de l'allocation mensuelle mentionnée.
 - c) Les montants nets de cette colonne ont été déterminés en déduisant des montants bruts les retenues pour sécurité sociale, calculées sur 80 % du traitement brut et les retenues pour impôts calculées sur les montants bruts, abstraction faite des retenues pour sécurité sociale et après déduction des plafonds prévus par la loi.
 - d) Les montants nets de cette colonne représentent la différence entre les montants bruts des rémunérations et le montant des retenues pour sécurité sociale et pour impôts.
 - e) La majoration pour charges familiales a été déterminée en tenant compte du cas d'un ouvrier marié ayant à charge son conjoint et deux enfants, dont un âgé de plus de 14 ans, résidant dans une ville comme Rome.
 - f) Le montant net de la majoration pour charges familiales a été obtenu en déduisant du montant brut de celle-ci les retenues de sécurité sociale et pour timbre fiscal.

Rémunération globale d'un fonctionnaire
 Situation au 1.7.1968
 (montant mensuel en FB au N.I. 157,5)

Caté- gorie	Grades Lux.	Célibataire (1)				Marié, 2 enfants (2)			
		Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
		Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
A	17	30 350	38 122	20 709	24 255	32 827	40 600	27 801	32 785
	14	24 798	32 571	18 007	21 738	27 275	35 048	23 745	29 303
	12	20 578	28 129	15 638	19 651	22 853	30 606	20 194	26 300
B	13	22 577	30 350	16 770	20 709	24 871	32 827	21 852	27 801
	10	17 025	25 020	13 439	18 080	19 042	27 436	17 163	23 863
	7	12 362	18 358	10 260	14 293	14 183	20 441	13 145	18 324
C	8	14 360	20 356	11 648	15 498	16 243	22 559	14 856	20 002
	6	11 399	17 395	9 568	13 669	13 221	19 430	12 362	17 479
	4	10 067	15 989	8 600	12 755	11 888	17 953	11 235	16 273
D	3	9 253	14 434	8 009	11 690	11 074	16 321	10 556	14 918
	1	7 402	11 621	6 657	9 731	9 223	13 443	8 842	12 549

(1) traitement de base

(2) traitement de base + allocation de chef de famille + allocations familiales (enfants). Pour le calcul du montant net furent déduits : le prélèvement pour la péréquation des pensions, la cotisation à la caisse de maladie et les impôts.

Rémunération globale d'un fonctionnaire

Situation au 30.6.1969
(montant mensuel en FB au N.I. 160)

Caté- gorie	Grades lux./	Célibataire (1)				Marié, 2 enfants (2)			
		Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
		Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
A	17	30 832	38 728	20 966	24 518	33 349	41 245	28 182	33 189
	14	25 192	33 088	18 194	21 968	27 635	35 605	24 012	29 638
	12	20 905	28 576	15 835	19 882	23 134	31 093	20 470	26 656
B	15	22 936	30 832	16 989	20 966	25 266	33 349	22 173	28 182
	10	17 296	25 417	13 599	18 319	19 344	27 872	17 421	24 204
	7	12 558	18 649	10 394	14 464	14 409	20 765	13 332	18 584
C	8	14 588	20 680	11 808	15 692	16 502	22 897	15 062	20 293
	6	11 580	17 672	9 692	13 831	13 431	19 739	12 539	17 744
	4	10 227	16 243	8 709	12 899	12 077	18 239	11 405	16 500
D	3	9 400	14 664	8 124	11 850	11 250	16 581	10 712	15 139
	1	7 520	11 806	6 748	9 859	9 370	13 657	8 983	12 728

(1) traitement de base

(2) traitement de base + allocation de chef de famille + allocations familiales (enfants). Pour le calcul du montant net furent déduits : le prélèvement pour la péréquation des pensions, la cotisation à la Caisse de maladie et les impôts.

Rémunération globale d'un fonctionnaire

Situation au 30.6.1968
(Montant mensuel en florins)

Catégorie	N° de l'échelle des traitements	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
		Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
A	153	3 236,18	4 124,16	1 936,78	2 338,97	3 362,98	4 251,26	2 294,22	2 769,55
	150	2 445,42	3 137,60	1 577,58	1 892,14	2 572,22	3 264,40	1 871,05	2 241,46
	130	1 671,62	2 234,48	1 172,98	1 477,03	1 798,42	2 361,28	1 421,83	1 756,01
B	114	1 404,50	1 882,56	1 027,84	1 297,42	1 517,66	2 009,36	1 239,02	1 551,62
	89	1 088,62	1 436,30	835,85	1 048,92	1 179,78	1 551,86	1 005,19	1 261,70
	57	787,--	1 118,30	643,73	854,35	878,16	1 209,85	786,02	1 025,48
C	45	666,--	997,46	561,15	780,40	757,16	1 088,62	694,24	940,26
	22	570,--	906,30	494,33	720,93	661,16	997,46	619,72	873,70
	20	602,--	816,20	526,64	660,68	693,16	907,36	644,83	805,98
D	Gr.5	557,67	796,47	485,31	650,30	648,83	887,63	609,90	791,29
	Gr.2	524,40	677,03	461,56	568,71	615,56	768,19	583,75	702,70

Pendant la période du 1.7.1967 au 30.6.1968 il y a deux modifications spéciales :

1. Un minimum pour la prime de vacances de fl 540,- par an,) favorable pour les catégories inférieures, et un montant fixe de fl 43,- par enfant)
2. Une réduction des impôts pour les célibataires âgés de 40 ans et plus; les montants ci-dessus s'appliquent à la catégorie jusqu'à 4 ans qui reste conforme à la situation de l'année passée.

Rémunération globale d'un fonctionnaire
 Situation au 30.6.1969
 (montant mensuel en florins)

Catégorie	N° de l'echelle des traitements	Célibataire		Marié, 2 enfants	
		Montant brut Min.	Montant net Max.	Montant brut Min.	Montant net Max.
A	153	3 504,36	1 993,20	4 593,02	2 350,36
	150	2 647,88	1 655,45	3 524,54	1 955,16
	130	1 810,48	1 249,94	2 547,22	1 497,09
B	114	1 520,04	1 095,47	2 165,62	1 313,42
	87	1 178,72	895,33	1 679,98	1 098,79
	57	853,--	692,27	1 309,48	848,41
C	45	722,--	607,52	1 178,70	753,33
	32	619,--	536,54	1 080,12	675,35
	20	653,--	560,23	982,60	700,94
D	gr.5	605,50	527,17	962,79	664,78
	gr.2	569,35	501,75	835,42	645,66

Le minimum de la prime de vacances (6 %) est majoré de f. 540,- à f. 600,-.

Les montants donnés pour les célibataires s'appliquent à la catégorie jusqu'à 40 ans; après cet âge, il y a une réduction des impôts.

ANNEXE II

Liste des tableaux

Evolution nominale des traitements
des fonctionnaires publics

(indices sur base des valeurs nominales)

Belgique

Tableau 15 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

Allemagne (R.F.)

Tableau 16 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

France

Tableau 17 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

Italie

Tableau 18 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

Luxembourg

Tableau 19 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

Pays-Bas

Tableau 20 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

Indices nominaux

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(30.6.1968 = 100)

Niveau	Echelle	Grades	Célibataire		Marié, 2 enfants de + de 14 ans					
			Montant brut Min.	Montant net Max.	Montant brut Min.	Montant net Max.				
1	161	Directeur Général	106,1	106,1	105,2	104,9	106,0	106,0	104,9	104,7
	132	Conseiller ou Directeur	106,2	106,1	105,6	105,2	106,0	106,0	105,6	104,9
	101	Secrétaire d'administration	106,2	106,2	105,8	105,4	105,9	106,0	105,7	105,4
2	241	Chef administratif	110,3	106,2	111,0	105,6	105,9	106,0	104,3	105,6
	222	S/Chef de bureau	106,3	106,2	105,8	105,8	105,9	105,9	105,6	105,6
	201	Rédacteur	106,3	106,3	105,5	105,8	105,9	105,9	105,5	105,6
3	341	Commis chef	106,3	106,2	105,7	105,8	105,9	105,9	105,6	105,6
	321	Commis principal	106,4	106,3	105,6	105,9	105,9	105,9	105,2	105,6
	301	Commis	106,4	106,3	105,7	105,8	105,9	105,9	105,4	105,5
4	421	Chef huissier	106,4	106,3	105,7	105,3	105,9	105,9	105,4	105,2
	411	Messageur-huissier	104,4	106,3	104,1	105,5	104,4	105,9	104,1	105,5
Montant brut :			Indices moyennes		Indices moyennes		Indices pondérées		Indices pondérées	
Ensemble des fonctionnaires			105,9		105,9		105,6		105,5	
dont : célibataire			106,1		105,9		105,8		105,6	
marié, 2 enfants			105,7		105,9		105,3		105,3	

Indices nominaux

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires
(30.6.1968 = 100)

Carrière	Grade	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Minimum		Maximum		Minimum		Maximum	
		Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net
Cat. A	A 15	109,6	107,2	111,6	109,0	109,3	108,4	111,3	109,9
	A 16	107,6	106,1	108,8	106,7	107,6	106,8	108,8	107,2
	B 8	-	-	115,2	111,4	-	-	115,0	110,8
Cat. B	A 9	109,7	108,7	110,4	108,8	109,3	108,1	110,2	109,1
	A 11	107,8	106,8	106,4	105,1	107,8	106,9	106,6	105,9
	A 12	108,0	106,9	111,6	109,0	108,0	107,2	111,3	109,9
Cat. C	A 5	110,2	109,2	110,9	109,7	110,0	108,6	110,6	109,1
	A 7	107,5	106,7	108,5	107,4	108,0	106,8	108,5	107,5
	A 8	108,6	107,8	110,4	108,8	108,8	107,6	110,2	109,1
Cat. D	A 1	107,0	106,2	106,8	106,2	107,8	106,3	107,2	106,1
	A 3	109,6	108,4	108,8	107,9	109,7	107,9	108,8	107,5
	A 4	108,2	107,2	110,9	109,7	108,5	107,2	110,6	109,1
Montant brut :		Indices moyens		Indices pondérés		Indices moyens		Indices pondérés	
Ensemble des fonctionnaires		109,3		109,0		108,0		107,8	
dont : célibataire		109,3		109,0		107,9		107,7	
marié, 2 enfants		109,3		109,0		108,0		107,9	
Montant net :		Ensemble des fonctionnaires		dont : célibataire		marié, 2 enfants			
		108,0		107,9		108,0			

Indices nominaux

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(30.6.1968 = 100)

Catégories	Célibataire				Marié, 2 enfants														
	Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net												
	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.											
A Universitaire	104,1	104,1	104,2	107,1	103,6	104,0	103,6	104,1											
	104,1	105,2	104,3	105,4	103,6	105,0	103,6	104,5											
	104,1	106,3	104,3	103,7	103,6	105,9	103,5	104,9											
B Secondaire	104,1	114,4	104,4	112,1	103,5	113,0	103,4	108,9											
C Moyen	104,1	105,9	104,2	105,8	103,4	105,1	103,4	104,8											
D Primaire	104,1	104,1	104,1	104,4	103,2	103,4	103,2	103,4											
<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%; border: none;"> <p>Montant brut :</p> <p>Ensemble des fonctionnaires 105,2</p> <p>dont : célibataire 105,5</p> <p> marié, 2 enfants 104,9</p> </td> <td style="width: 50%; border: none;"> <p>Montant net :</p> <p>Ensemble des fonctionnaires 104,9</p> <p>dont : célibataire 105,4</p> <p> marié, 2 enfants 104,3</p> </td> </tr> <tr> <td style="border: none;"> <p>Indices moyens</p> </td> <td style="border: none;"> <p>Indices pondérés</p> </td> </tr> <tr> <td style="border: none;"> <p>105,2</p> <p>105,5</p> <p>104,9</p> </td> <td style="border: none;"> <p>106,1</p> <p>106,5</p> <p>105,7</p> </td> </tr> <tr> <td style="border: none;"> <p>104,9</p> </td> <td style="border: none;"> <p>104,9</p> <p>105,4</p> <p>104,3</p> </td> </tr> <tr> <td style="border: none;"> <p>105,2</p> <p>105,5</p> <p>104,9</p> </td> <td style="border: none;"> <p>104,9</p> <p>105,4</p> <p>104,3</p> </td> </tr> </table>										<p>Montant brut :</p> <p>Ensemble des fonctionnaires 105,2</p> <p>dont : célibataire 105,5</p> <p> marié, 2 enfants 104,9</p>	<p>Montant net :</p> <p>Ensemble des fonctionnaires 104,9</p> <p>dont : célibataire 105,4</p> <p> marié, 2 enfants 104,3</p>	<p>Indices moyens</p>	<p>Indices pondérés</p>	<p>105,2</p> <p>105,5</p> <p>104,9</p>	<p>106,1</p> <p>106,5</p> <p>105,7</p>	<p>104,9</p>	<p>104,9</p> <p>105,4</p> <p>104,3</p>	<p>105,2</p> <p>105,5</p> <p>104,9</p>	<p>104,9</p> <p>105,4</p> <p>104,3</p>
<p>Montant brut :</p> <p>Ensemble des fonctionnaires 105,2</p> <p>dont : célibataire 105,5</p> <p> marié, 2 enfants 104,9</p>	<p>Montant net :</p> <p>Ensemble des fonctionnaires 104,9</p> <p>dont : célibataire 105,4</p> <p> marié, 2 enfants 104,3</p>																		
<p>Indices moyens</p>	<p>Indices pondérés</p>																		
<p>105,2</p> <p>105,5</p> <p>104,9</p>	<p>106,1</p> <p>106,5</p> <p>105,7</p>																		
<p>104,9</p>	<p>104,9</p> <p>105,4</p> <p>104,3</p>																		
<p>105,2</p> <p>105,5</p> <p>104,9</p>	<p>104,9</p> <p>105,4</p> <p>104,3</p>																		

Indices nominaux

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(30.6.1968 = 100)

Carrière	Grades	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
A	Directeur Général IV	105,7	105,1	106,0	105,4	105,5	104,9	105,7	105,1
	Chef de section VII	105,0	104,3	105,2	104,5	104,5	104,0	104,7	104,1
	Conseiller III Classe X	105,3	105,2	105,3	105,2	104,5	104,4	104,5	104,4
B	Secrétaire en chef VI	105,0	104,3	105,2	104,5	104,6	104,0	104,8	104,2
	Premier secrétaire VIII	105,0	104,4	105,2	104,5	104,5	103,9	104,5	104,0
	Secrétaire adjoint XI	105,7	105,4	105,8	105,5	104,8	104,6	104,8	104,6
C	Chef archiviste VIII	105,0	104,4	105,2	104,5	104,5	103,9	104,5	104,0
	Archiviste XI	105,7	105,0	105,8	105,1	104,8	104,3	104,8	104,3
	Employé adjoint XIII	107,0	106,6	107,4	107,0	105,7	105,5	106,0	105,7
D	Commis en chef	106,4	105,7	106,8	106,0	105,3	104,8	105,6	105,0
	Huissier en chef	106,9	106,1	107,3	106,5	105,7	105,1	105,9	105,4
	Planton	107,6	107,2	108,0	107,6	106,1	105,8	106,4	106,1
<u>Indices moyens :</u>									
Montant brut:		Montant net:							
Ensemble des fonctionnaires = 105,2		Ensemble des fonctionnaires = 105,4							
dont: Célibataire = 105,6		dont: Célibataire = 105,8							
Marié, 2 enfants = 104,8		Marié, 2 enfants = 105,0							

Indices nominaux
 Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires
 (1.7.1968 = 100)

Catégorie	Grades lux.	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
		Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
A	17	101,6	101,6	101,2	101,1	101,6	101,6	101,4	101,2
	14	101,6	101,6	101,0	101,1	101,3	101,6	101,1	101,1
	12	101,6	101,6	101,3	101,2	101,2	101,6	101,4	101,4
B	13	101,6	101,6	101,3	101,2	101,6	101,6	101,5	101,4
	10	101,6	101,6	101,2	101,3	101,6	101,6	101,5	101,4
	7	101,6	101,6	101,3	101,2	101,6	101,6	101,4	101,4
C	8	101,6	101,6	101,4	101,3	101,6	101,6	101,4	101,5
	6	101,6	101,6	101,3	101,2	101,6	101,6	101,4	101,5
	4	101,6	101,6	101,3	101,1	101,6	101,6	101,5	101,4
D	3	101,6	101,6	101,4	101,4	101,6	101,6	101,5	101,5
	1	101,6	101,6	101,4	101,3	101,6	101,6	101,6	101,4
		<u>Indices moyens</u>		<u>Indices pondérés</u>		<u>Indices moyens</u>		<u>Indices pondérés</u>	
Montant brut :		101,6		101,6		101,6		101,4	
Ensemble des fonctionnaires		101,6		101,6		101,6		101,4	
dont : célibataire		101,6		101,6		101,6		101,3	
marié, 2 enfants		101,6		101,6		101,6		101,4	
				Montant net :					
				Ensemble des fonctionnaires				101,4	
				dont : célibataire				101,3	
				marié, 2 enfants				101,4	

Indices nominaux

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(30.6.1968 = 100)

Caté- gorie	N° de l'échelle des traitements	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
		Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
A	153	108,3	108,3	102,9	99,2	108,0	108,0	102,4	99,2
	150	108,3	108,3	104,9	102,9	107,9	108,0	104,5	102,5
	130	108,3	108,3	106,6	105,0	107,7	107,9	105,3	103,9
B	114	108,2	108,3	106,6	105,2	108,2	107,8	106,0	105,0
	89	108,3	108,3	107,1	106,3	108,3	108,3	109,3	105,8
	57	108,4	108,2	107,5	106,9	108,4	108,2	107,9	107,0
C	45	108,4	108,3	108,3	107,2	108,4	108,3	108,5	107,1
	32	108,6	108,3	108,5	107,4	108,5	108,3	109,0	107,8
	20	108,5	108,3	106,4	107,9	108,4	108,3	108,7	108,1
D	Gr.5	108,6	108,5	108,5	107,6	108,5	108,5	109,0	108,3
	Gr.2	108,6	108,5	108,7	107,8	108,5	108,5	110,6	108,6
Montant brut :		Indices moyens		Indices pondérés		Indices moyens		Indices pondérés	
Ensemble des fonctionnaires		108,3		108,4		106,5		107,5	
dont : célibataire		108,4		108,4		106,3		107,3	
marié, 2 enfants		108,2		108,4		106,6		107,7	
Montant net :		Indices moyens		Indices pondérés		Indices moyens		Indices pondérés	
Ensemble des fonctionnaires		108,4		108,4		106,5		107,5	
dont : célibataire		108,4		108,4		106,3		107,3	
marié, 2 enfants		108,2		108,4		106,6		107,7	

ANNEXE III

Liste des tableaux

Evolution réelle des traitements
des fonctionnaires publics

(Indices nominaux divisés par l'indice
des prix à la consommation)

Belgique

Tableau 21 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

Allemagne (R.F.)

Tableau 22 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

France

Tableau 23 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

Italie

Tableau 24 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

Luxembourg

Tableau 25 : Evolution entre le 1.7.1968 et le 30.6.1969

Pays-Bas

Tableau 26 : Evolution entre le 30.6.1968 et le 30.6.1969

Indices réels

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(30.6.1968 = 100)

Niveau	Echelle	Grades	Célibataire				Marié avec 2 enfants de + 14 ans			
			Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
			Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
1	161	Directeur Général	102,3	102,3	101,4	101,2	102,2	102,2	101,2	101,0
	132	Conseiller ou Directeur	102,4	102,3	101,8	101,4	102,2	102,2	101,8	101,2
	101	Secrétaire d'administration	102,4	102,4	102,0	101,6	102,1	102,2	101,9	101,6
2	241	Chef administratif	106,4	102,4	107,0	101,8	102,1	102,2	100,6	101,8
	222	S/Chef de bureau	102,5	102,4	102,0	102,0	102,1	102,1	101,8	101,8
	201	Rédacteur	102,5	102,5	101,7	102,0	102,1	102,1	101,7	101,8
3	341	Commis chef	102,5	102,4	101,9	102,0	102,1	102,1	101,8	101,8
	321	Commis principal	102,6	102,5	101,8	102,1	102,1	102,1	101,4	101,8
	301	Commis	102,6	102,5	101,9	102,0	102,1	102,1	101,6	101,8
4	421	Chef huissier	102,6	102,5	101,9	101,5	102,1	102,1	101,6	101,4
	411	Messageur-huissier	100,7	102,5	100,4	101,7	100,7	102,1	100,4	101,7
Montant brut :			Montant net :							
Ensemble des fonctionnaires			102,1		Ensemble des fonctionnaires		101,8		101,7	
dont : célibataire			102,3		dont : célibataire		102,0		101,8	
marié, 2 enfants			101,9		marié, 2 enfants		101,5		101,5	
			<u>Indices moyens</u>		<u>Indices moyens</u>		<u>Indices pondérés</u>		<u>Indices pondérés</u>	

Indices réels

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(30.6.1968 = 100)

Carrière	Grade	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Minimum		Maximum		Minimum		Maximum	
		Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net
Cat. A	A 13	106,5	104,2	108,5	105,9	106,2	105,3	108,2	106,8
	A 16	104,6	103,1	105,7	103,7	104,6	103,8	105,7	104,2
	B 8	-	-	112,0	108,3	-	-	111,8	107,7
Cat. B	A 9	106,6	105,6	107,3	105,7	106,2	105,1	107,1	106,0
	A 11	104,8	103,8	103,4	102,1	104,8	103,9	103,6	102,9
	A 12	105,0	103,9	108,5	105,9	105,0	104,2	108,2	106,8
Cat. C	A 5	107,1	106,1	107,8	106,6	106,9	105,5	107,5	106,0
	A 7	104,5	103,7	105,4	104,4	105,0	103,8	105,4	104,5
	A 8	105,5	104,8	107,3	105,7	105,7	104,6	107,1	106,0
Cat. D	A 1	104,0	103,2	103,8	103,2	104,8	103,3	104,2	103,1
	A 3	106,5	105,3	105,7	104,9	106,6	104,9	105,7	104,5
	A 4	105,2	104,2	107,8	106,6	105,4	104,2	107,5	106,0
Montant brut :		Indices moyens		Indices pondérés		Indices moyens		Indices pondérés	
Ensemble des fonctionnaires		106,2		105,9		105,0		104,8	
dont : célibataire		106,2		105,9		104,9		104,7	
marié, 2 enfants		106,2		105,9		105,0		104,9	
Montant net :		Ensemble des fonctionnaires		dont : célibataire		marié, 2 enfants			
		105,9		105,9		105,0		104,8	

Indices réels

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(30.6.1968 = 100)

Catégories	Célibataire				Marié, 2 enfants																											
	Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net																									
	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.																								
A Universitaire	97,7	97,7	97,8	100,6	97,3	97,7	97,3	97,7																								
B Secondaire	97,7	99,8	97,9	97,4	97,3	99,4	97,2	98,5																								
C Moyen	97,7	107,4	98,0	105,3	97,2	106,1	97,1	102,3																								
D Primaire	97,7	99,4	97,8	99,3	97,1	98,7	97,1	98,4																								
	97,7	97,7	97,7	98,0	96,9	97,1	96,9	97,1																								
<table style="width: 100%; border: none;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">Montant brut :</th> <th style="text-align: center;">Indices moyens</th> <th style="text-align: center;">Indices ponderés</th> <th style="text-align: left;">Montant net :</th> <th style="text-align: center;">Indices moyens</th> <th style="text-align: center;">Indices ponderés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Ensemble des fonctionnaires</td> <td style="text-align: center;">98,8</td> <td style="text-align: center;">99,7</td> <td>Ensemble des fonctionnaires</td> <td style="text-align: center;">98,5</td> <td style="text-align: center;">99,1</td> </tr> <tr> <td>dont : célibataire</td> <td style="text-align: center;">99,1</td> <td style="text-align: center;">100,0</td> <td>dont : célibataire</td> <td style="text-align: center;">99,0</td> <td style="text-align: center;">99,7</td> </tr> <tr> <td> marié, 2 enfants</td> <td style="text-align: center;">98,5</td> <td style="text-align: center;">99,3</td> <td> marié, 2 enfants</td> <td style="text-align: center;">97,9</td> <td style="text-align: center;">98,4</td> </tr> </tbody> </table>									Montant brut :	Indices moyens	Indices ponderés	Montant net :	Indices moyens	Indices ponderés	Ensemble des fonctionnaires	98,8	99,7	Ensemble des fonctionnaires	98,5	99,1	dont : célibataire	99,1	100,0	dont : célibataire	99,0	99,7	marié, 2 enfants	98,5	99,3	marié, 2 enfants	97,9	98,4
Montant brut :	Indices moyens	Indices ponderés	Montant net :	Indices moyens	Indices ponderés																											
Ensemble des fonctionnaires	98,8	99,7	Ensemble des fonctionnaires	98,5	99,1																											
dont : célibataire	99,1	100,0	dont : célibataire	99,0	99,7																											
marié, 2 enfants	98,5	99,3	marié, 2 enfants	97,9	98,4																											

Indices réels

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(30.6.1968 = 100)

Catégorie	Grades	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
		Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
A	Directeur Général IV	102,8	102,2	103,1	102,5	102,6	102,0	102,8	102,2
	Chef de section VII	102,1	101,5	102,3	101,7	101,7	101,2	101,8	101,3
	Conseiller III Classe X	102,4	102,3	102,4	102,3	101,7	101,6	101,7	101,6
B	Secrétaire en chef VI	102,1	101,5	102,3	101,7	101,8	101,2	101,9	101,4
	Premier secrétaire VIII	102,1	101,6	102,3	101,7	101,7	101,1	101,7	101,2
	Secrétaire adjoint XI	102,8	102,5	102,9	102,6	101,9	101,8	101,9	101,8
C	Chef archiviste VIII	102,1	101,6	102,3	101,7	101,7	101,1	101,7	101,2
	Archiviste XI	102,8	102,1	102,9	102,2	101,9	101,5	101,9	101,5
	Employé adjoint XIII	104,1	103,7	104,5	104,1	102,8	102,6	103,1	102,8
D	Commis en chef	103,5	102,8	103,9	103,1	102,4	101,9	102,7	102,1
	Huissier en chef	104,0	103,2	104,4	103,6	102,8	102,2	103,0	102,5
	Planton	104,7	104,3	105,1	104,7	103,2	102,9	103,5	103,2
<u>Indices moyens :</u>									
Montant brut :		Montant net :							
Ensemble des fonctionnaires = 102,3		Ensemble des fonctionnaires = 102,5							
dont : Célibataire = 102,7		dont : Célibataire = 102,9							
Marié, 2 enfants = 101,9		Marié, 2 enfants = 102,1							

Indices réels

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(1.7.1968 = 100)

Catégorie	Echelle	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
		Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
A	17	99,1	99,1	98,7	98,6	99,1	99,1	98,9	98,7
	14	99,1	99,1	98,5	98,6	98,8	99,1	98,6	98,6
	12	99,1	99,1	98,8	98,7	98,7	99,1	98,9	98,9
B	13	99,1	99,1	98,8	98,7	99,1	99,1	99,0	98,9
	10	99,1	99,1	98,7	98,8	99,1	99,1	99,0	98,9
	7	99,1	99,1	98,8	98,7	99,1	99,1	98,9	98,9
C	8	99,1	99,1	98,9	98,8	99,1	99,1	98,9	99,0
	6	99,1	99,1	98,8	98,7	99,1	99,1	98,9	99,0
	4	99,1	99,1	98,8	98,6	99,1	99,1	99,0	98,9
D	3	99,1	99,1	98,9	98,9	99,1	99,1	99,0	99,0
	1	99,1	99,1	98,9	98,8	99,1	99,1	99,1	98,9
Montant brut :		Indices moyens		Indices pondérés		Indices moyens		Indices pondérés	
Ensemble des fonctionnaires		99,1		99,1		98,9		98,9	
dont : célibataire		99,1		99,1		98,8		98,8	
marié, 2 enfants		99,1		99,1		98,9		98,9	
Montant net :		Ensemble des fonctionnaires		dont : célibataire		Marié, 2 enfants			
		99,1		99,1		98,9		98,9	

Indices réels

Indices au 30.6.1969 des traitements des fonctionnaires

(30.6.1968 = 100)

Catégorie	Numero de l'échelle des traitements	Célibataire				Marié, 2 enfants			
		Montant brut		Montant net		Montant brut		Montant net	
		Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
A	153	100,6	100,6	95,5	92,1	100,3	100,3	95,1	92,1
	150	100,6	100,6	97,4	95,5	100,2	100,3	97,0	95,2
	130	100,6	100,6	99,0	97,5	100,0	100,2	97,8	96,5
B	114	100,5	100,6	99,0	97,7	100,5	100,1	98,4	97,5
	89	100,6	100,6	99,4	98,7	100,6	100,6	101,5	98,2
	57	100,6	100,5	99,8	99,3	100,6	100,5	100,2	99,3
C	45	100,6	100,6	100,6	99,5	100,6	100,6	100,7	99,4
	32	100,8	100,6	100,7	99,7	100,7	100,6	101,2	100,1
	20	100,7	100,6	98,8	100,2	100,6	100,6	100,9	100,4
D	Gr.5	100,8	100,7	100,8	99,9	100,7	100,7	101,2	100,6
	Gr.2	100,8	100,7	100,9	100,1	100,7	100,7	102,7	100,8
Montant brut :		Indices moyens		Indices pondérés		Indices moyens		Indices pondérés	
Ensemble des fonctionnaires		100,6		100,6		Montant net :		98,9	
dont : célibataire		100,6		100,6		Ensemble des fonctionnaires		98,7	
marié, 2 enfants		100,5		100,6		dont : célibataire		99,6	
						marié, 2 enfants		100,0	

ANNEXE III

EVOLUTION DU PRODUIT NATIONAL BRUT EN VOLUME PAR
TETE DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE DE
1959 A 1969

1963 = 100	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Allemagne	83	89	93	97	100	107	112	115	119	127	133
France	79	85	90	96	100	105	110	115	120	126	134
Italie	76	81	87	93	100	103	109	117	123	131	140
Pays-Bas	89	94	96	98	100	107	111	113	122	128	133
Belgique	85	89	93	96	100	106	109	112	116	121	127
C.E.E.	81	86	91	96	100	105	111	116	120	127	135

DEFINITIONS ET METHODE DE CALCUL

1) L'évolution du produit national brut en volume par tête a été obtenue en divisant les indices de volume publiés par l'Office statistique des Communautés européennes sur la nouvelle base 1963 = 100, par une série d'indices décrivant l'évolution de la population active occupée.

2) La population active occupée comprend toutes les personnes exerçant une activité considérée comme productive dans une entreprise, un ménage ou une administration nationale, que ces personnes soient des résidents ou des non-résidents, des civils ou des militaires.

SOURCES

1959-1968 : Comptes nationaux et tableaux sur l'emploi, n° 7/1969 des "Statistiques générales" de l'OSCE. L'indice de volume du PNB pour la France ne figure pas dans la publication citée ci-dessus, il a été calculé par l'OSCE pour usage strictement interne.

1969 : Prévisions des services de la Commission et données figurant dans les "Budgets économiques préliminaires pour 1970" (documents confidentiels).

ANNEXE IV

POUVOIR D'ACHAT DU REVENU PAR SALARIE DE
1959 A 1969
(Indice 1963 = 100)

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Allemagne	76	81	91	97	100	106	112	116	118	124	130
France	80	83	89	94	100	105	110	113	117	124	131
Italie	74	78	83	90	100	106	109	115	120	126	132
Pays-Bas	78	83	91	96	100	111	117	123	129	135	139
Belgique	82	87	89	94	100	105	111	115	120	124	130
C.E.E.	77	82	89	94	100	106	111	115	119	125	131

DEFINITIONS ET METHODE DE CALCUL

- 1) L'évolution des rémunérations brutes des salariés (notion correspondant à celle de la comptabilité nationale, y compris les cotisations sociales) a été corrigée pour la hausse du coût de la vie à l'aide de l'indice général des prix à la consommation ; la moyenne pour l'ensemble de la C.E.E. a été obtenue en pondérant les indices des différents pays membres par leur masse salariale pour l'année 1963 exprimée en unités de compte.
- 2) Le nombre de salariés couvre l'ensemble des résidents n'exerçant pas une activité d'indépendant ou d'ordre familial et percevant un salaire ou un traitement.

SOURCES

- 1) Masse salariale par salariés
 - a) 1959-1968 : n° 7 des "Statistiques générales" de l'OSCE.
Pour la France, il s'agit pour la période de 1959 - 1961 d'une estimation sur base de l'ancienne série.
 - b) 1969 : prévisions confidentielles figurant dans les "Budgets économiques préliminaires pour 1970", révisées par les services de la Commission.

.../...

2) Prix à la consommation

- a) 1959-1968 : "Statistiques générales" de l'OSCE, différents numéros.
- b) 1969 : données confidentielles figurant dans les "Budgets économiques préliminaires pour 1970" ; pour la France il s'agit d'une prévision des services de la Commission.

ANNEXE V

EVOLUTION DES SALAIRES ET TRAITEMENTS PAR TETE
 DANS LES ADMINISTRATIONS NATIONALES
 (variations en % par rapport à l'année précédente)

	taux nominaux				taux réels			
	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
Allemagne	+ 10,5	+ 8,5	+ 6	+ 6	+ 7	+ 4,5	+ 4,5	+ 4,5
France	+ 4,5	+ 4	+ 4,5	+ 11	+ 2	+ 1,5	+ 1,5	+ 6
Italie	+ 10	+ 3,5	+ 2,5	+ 5	+ 5,5	+ 1,5	- 1,5	+ 4
Pays-Bas	+ 14,5	+ 11	+ 9	+ 7,5	+ 8,5	+ 5	+ 6	+ 4
Belgique	+ 12	+ 9,5	+ 6,5	+ 6	+ 8	+ 5	+ 4	+ 3
Moyenne	+ 10	+ 7	+ 5,5	+ 7	+ 6	+ 3,5	+ 2,5	+ 4

DEFINITIONS ET METHODE DE CALCUL

La notion de salaires nominaux est celle de la comptabilité nationale ; la conversion en salaires réels a été effectuée par une correction pour la hausse des prix laquelle est mesurée à l'aide de l'indice général des prix à la consommation. La moyenne pour l'ensemble de la C.E.E. a été calculée en utilisant un système de pondération qui retient pour chaque pays le nombre de fonctionnaires actuellement au service de la Commission.

Sur le plan général cette méthode appelle quelques commentaires

a) La définition des administrations publiques au sens de la comptabilité nationale recouvre un champ plus large que l'administration centrale puisque, y sont inclus, les collectivités locales et certains services de la sécurité sociale. De plus, la notion d'agent public ne recouvre pas uniquement les fonctionnaires proprement dits mais toutes les personnes liées par un statut quelconque aux administrations.

b) Cette méthode, en raison même de son caractère général, recense tous les motifs d'augmentation des salaires : majoration des salaires de base, glissement indiciaire endogène, réajustements d'échelons accordés par l'Etat, variation des primes annuelles, etc.

.../...

c) L'application correcte de cette méthode suppose l'existence d'une série statistique concernant l'emploi dans les administrations publiques établie en parfaite concordance avec les concepts utilisés pour l'établissement de l'agrégat "salaires et traitements". Ceci n'est malheureusement pas toujours le cas. Pour cette raison, il a parfois été nécessaire de se limiter à une estimation plus grossière. Ainsi, pour l'Italie et les Pays-Bas, le calcul a été fondé sur l'évolution du facteur prix de l'agrégat "salaires et traitements", qui est une composante de la consommation publique. Cet indicateur ne correspond toutefois plus exactement à la notion "salaires et traitements par tête". En effet, le développement en volume de l'agrégat "salaires et traitements" ne tient pas seulement compte de la variation de l'emploi mais également de celle de la productivité qui est, dès lors, par cette méthode, (prix = valeur : volume) injustement éliminée de l'indicateur.

d) Pour le Grand Duché de Luxembourg on a dû, vu les difficultés statistiques, se limiter au calcul d'une moyenne couvrant l'ensemble de la période sous revue ; elle est de l'ordre de 5 % par an (taux nominal).

SOURCES

I. R.F. D'ALLEMAGNE

1. Rémunérations

a) 1964-1968 : données de la comptabilité nationale publiées dans "Wirtschaft und Statistik" n° 3/1969.

2. Nombre d'agents publics : "Wirtschaft und Statistik" n° 6/1967 et données obtenues du "Statistisches Bundesamt".

II. FRANCE

a) 1964-1968 : "Etudes et conjoncture" n° 12 de décembre 1968.

III. ITALIE

a) 1964-1968 : "Relazione generale sulla situazione economica del paese" (1966 et 1968), volume primo.

IV. PAYS-BAS

Données de la comptabilité nationale obtenues directement au Centraal Planbureau et au Centraal Bureau voor de Statistiek (à paraître dans la prochaine édition des "Nationale Rekeningen").

V. BELGIQUE

1. Rémunérations

a) 1964-1967 : "Les comptes nationaux de la Belgique" Communiqué hebdomadaire n° 1210 de l'INS.
1968 : données obtenues directement à l'Institut national de Statistique.

2. Nombre d'agents publics

a) 1964-1965 : "Annuaire statistique de la sécurité sociale 1965"

b) 1966-1968 : estimations des services du Ministère des Affaires économiques.

VI. Prix à la consommation pour tous les pays de la Communauté

"Statistiques générales" de l'OSCE, différents numéros.

Nouvelle grille des traitements de base mensuels
(en FB)

Grades	Echelons /							
	1	2	3	4	5	6	7	8
A1	84.750	89.700	94.650	99.600	104.550	109.500	-	-
A2	74.450	79.100	83.750	88.400	93.050	97.700	-	-
A3 L/A3	60.600	64.600	68.600	72.600	76.600	80.600	84.600	88.600
A4 L/A4	50.100	53.150	56.200	59.250	62.300	65.350	68.400	71.450
A5 L/A5	40.550	43.200	45.850	48.500	51.150	53.800	56.450	59.100
A6 L/A6	34.450	36.550	38.650	40.750	42.850	44.950	47.050	49.150
A7 L/A7	28.900	30.600	32.300	34.000	35.700	37.400	-	-
A8 L/A8	24.900	26.150	-	-	-	-	-	-
B1	34.450	36.550	38.650	40.750	42.850	44.950	47.050	49.150
B2	29.050	30.650	32.250	33.850	35.450	37.050	38.650	40.250
B3	23.500	24.850	26.200	27.550	28.900	30.250	31.600	32.950
B4	19.700	20.850	22.000	23.150	24.300	25.450	26.600	27.750
B5	16.900	17.900	18.900	19.900	-	-	-	-
C1	20.100	21.150	22.200	23.250	24.300	25.350	26.400	27.450
C2	16.600	17.600	18.600	19.600	20.600	21.600	22.600	23.600
C3	15.150	16.000	16.850	17.700	18.550	19.400	20.250	21.100
C4	13.400	14.150	14.900	15.650	16.400	17.150	17.900	18.650
C5	11.800	12.500	13.200	13.900	-	-	-	-
D1	14.000	14.900	15.800	16.700	17.600	18.500	19.400	20.300
D2	12.400	13.150	13.900	14.650	15.400	16.150	16.900	17.650
D3	11.150	11.850	12.550	13.250	13.950	14.650	15.350	16.050
D4	10.250	10.850	11.450	12.050	-	-	-	-

ANNEXE VII

Nouveaux traitements de base bruts des auxiliaires -
arrondis

(Taux mensuels en FB)

Catégories	Groupes	Classes			
		1	2	3	4
A	I	38.200	43.150	3 48.100	53.050
	II	26.600	29.750	32.900	36.050
	III	21.700	22.850	24.000	25.150
B	IV	20.700	23.150	25.600	28.050
	V	14.850	16.250	17.650	19.050
C	VI	13.450	14.750	16.050	17.350
	VII	10.650	11.550	12.450	13.350
D	VIII	10.150	11.100	12.050	13.000
	IX	9.400	9.750	10.100	10.450

COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

PROJET DE REGLEMENT

REGLEMENT N° /69 DU CONSEIL
DU

portant adaptation des rémunérations
des fonctionnaires et des autres agents
des Communautés européennes

LE CONSEIL

VU le Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique
des Communautés européennes,

VU les articles 65 et 82 du Statut des fonctionnaires des Communautés
européennes et l'article 64 du régime applicable aux autres agents
des Communautés européennes,

VU le rapport et la proposition de la Commission,

CONSIDERANT qu'après examen du niveau des rémunérations des fonction-
naires sur la base du rapport établi par la Commission, il est
apparu opportun de procéder à une adaptation des rémunérations
et des pensions des fonctionnaires et autres agents des Communautés,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Le tableau reproduit ci-dessous se substitue au tableau figurant
à l'article 66 du statut des fonctionnaires des Communautés euro-
péennes :

Nouvelle grille des traitements de base mensuels
(en FB)

Grades	Echelons /							
	1	2	3	4	5	6	7	8
A1	84.750	89.700	94.650	99.600	104.550	109.500	-	-
A2	74.450	79.100	83.750	88.400	93.050	97.700	-	-
A3 L/A3	60.600	64.600	68.600	72.600	76.600	80.600	84.600	88.600
A4 L/A4	50.100	53.150	56.200	59.250	62.300	65.350	68.400	71.450
A5 L/A5	40.550	43.200	45.850	48.500	51.150	53.800	56.450	59.100
A6 L/A6	34.450	36.550	38.650	40.750	42.850	44.950	47.050	49.150
A7 L/A7	28.900	30.600	32.300	34.000	35.700	37.400	-	-
A8 L/A8	24.900	26.150	-	-	-	-	-	-
B1	34.450	36.550	38.650	40.750	42.850	44.950	47.050	49.150
B2	29.050	30.650	32.250	33.850	35.450	37.050	38.650	40.250
B3	23.500	24.850	26.200	27.550	28.900	30.250	31.600	32.950
B4	19.700	20.850	22.000	23.150	24.300	25.450	26.600	27.750
B5	16.900	17.900	18.900	19.900	-	-	-	-
C1	20.100	21.150	22.200	23.250	24.300	25.350	26.400	27.450
C2	16.600	17.600	18.600	19.600	20.600	21.600	22.600	23.600
C3	15.150	16.000	16.850	17.700	18.550	19.400	20.250	21.100
C4	13.400	14.150	14.900	15.650	16.400	17.150	17.900	18.650
C5	11.800	12.500	13.200	13.900	-	-	-	-
D1	14.000	14.900	15.800	16.700	17.600	18.500	19.400	20.300
D2	12.400	13.150	13.900	14.650	15.400	16.150	16.900	17.650
D3	11.150	11.850	12.550	13.250	13.950	14.650	15.350	16.050
D4	10.250	10.850	11.450	12.050	-	-	-	-

Article 2

Les montants des indemnités et allocations prévues aux articles ci-après du statut sont fixés comme suit :

- à l'article 67 § 1 a) : lire 990 FB au lieu de 900 FB
- à l'article 67 § 1 b) : lire 1.540 FB au lieu de 1.400 FB
- à l'article 69 : lire 2.750 FB au lieu de 2.500 FB
- à l'article 1 § 1 de l'annexe VII : lire 990 FB au lieu de 900 FB
- à l'article 2 § 1 de l'annexe VII : lire 1.540 FB au lieu de 1.400 FB
- à l'article 3 alinéa 1 de l'annexe VII : lire 1.380 FB au lieu de 1.250 FB
- à l'article 3 alinéa 3 de l'annexe VII : lire 2.750 FB au lieu de 2.500 FB
- à l'article 4 § 1 de l'annexe VII : lire 2.750 FB au lieu de 2.500 FB

Article 3

Le tableau reproduit ci-dessous se substitue au tableau figurant à l'article 63 du régime applicable aux autres agents des Communautés européennes :

Catégories	Groupes	Classes			
		1	2	3	4
A	I	38.200	43.150	48.100	53.050
	II	26.600	29.750	32.900	36.050
	III	21.700	22.850	24.000	25.150
B	IV	20.700	23.150	25.600	28.050
	V	14.850	16.250	17.650	19.050
C	VI	13.450	14.750	16.050	17.350
	VII	10.650	11.550	12.450	13.350
D	VIII	10.150	11.100	12.050	13.000
	IX	9.400	9.750	10.100	10.450

Article 4

Les dispositions des articles 1, 2 et 3 ci-dessus sont applicables à compter du 1er juillet 1969.

Article 5

Les pensions acquises à la date du 1er juillet 1969 sont calculées à partir de cette date sur la base des échelles de traitements prévues à l'article premier du présent règlement.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le Président

COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

PROJET DE REGLEMENT

REGLEMENT N° /69/ DU CONSEIL
DU

portant modification des coefficients
correcteurs dont sont affectées les
rémunérations et les pensions des
fonctionnaires

LE CONSEIL

VU le Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des
Communautés européennes,

VU les articles 64, 65 et 82 du statut des fonctionnaires des Communautés
européennes et l'article 64 du régime applicable aux autres agents des
Communautés européennes,

VU le rapport et la proposition de la Commission,

CONSIDERANT qu'après examen du niveau des rémunérations des fonctionnaires
sur la base du rapport établi par la Commission et compte tenu des condi-
tions de vie aux différents lieux d'affectation et dans les divers pays
des Communautés, il est apparu opportun, en prenant en considération la
situation au 1er juillet 1969, de procéder à la modification des coeffi-
cients correcteurs dont sont affectées les rémunérations et les pensions
des fonctionnaires,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Le règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 1748/68 du Conseil du 29 octobre 1968,
modifiant les coefficients correcteurs dont sont affectés les rémunérations
et les pensions des fonctionnaires (x) est abrogé avec effet au 1er juillet
1969.

Article 2

Les coefficients correcteurs applicables à la rémunération des fonctionnaires
affectés dans un des pays cités ci-dessous, sont fixés comme suit :

Belgique	100 %
République fédérale d'Allemagne	98 %
France	118 %
Italie	98 %

(x) J.O. n° L 269 du 5.11.1968, p. 1

Grand Duché de Luxembourg	98 %
Pays-Bas (x)	100 %
Royaume-Uni	101 %
Suisse	101 %

Article 3

Le coefficient correcteur, applicable à la pension conformément à l'article 82 paragraphe 1 deuxième alinéa du statut, est celui prévu ci-dessous pour le pays des Communautés où le titulaire de la pension déclare fixer son domicile :

Belgique	100 %
République fédérale d'Allemagne	98 %
France	118 %
Italie	98 %
Grand Duché de Luxembourg	98 %
Pays-Bas	98 %

Si le titulaire de la pension déclare fixer son domicile dans un pays autre que ceux mentionnés ci-dessus, le coefficient correcteur applicable à la pension est celui des sièges provisoires des Communautés.

Article 4

Les coefficients correcteurs prévus aux articles 1 et 2 sont applicables à compter du 1er juillet 1969.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le Président

(x) coefficient correcteur fixé compte tenu, notamment, des conditions de vie existant à Petten.

COMMISSION DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

REGLEMENT N° /69/ DU CONSEIL
DU

portant fixation du montant de l'indemnité forfaitaire
temporaire visée à l'article 4bis de l'Annexe VII au
statut des fonctionnaires

LE CONSEIL

VU le Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique
des Communautés Européennes,

VU le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi que
le régime applicable aux autres agents de ces Communautés et notam-
ment l'article 4 bis de l'annexe VII dudit statut et les articles
21 et 65 dudit régime,

VU le règlement n° du Conseil du (29 octobre 1969)

prorogeant la période d'attribution de l'indemnité forfaitaire tem-
poraire visée à l'article 4bis de l'annexe VII du statut des fonction-
naires

VU la proposition de la Commission,

CONSIDERANT qu'en égard aux modifications apportées au barème des trai-
tements et aux coefficients correcteurs, il est apparu opportun de
modifier les montants de l'indemnité forfaitaire temporaire visée
à l'article 4 bis de l'annexe VII du statut.

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT

Article premier

Le premier alinéa de l'article 3 du règlement n°
du Conseil du (29 octobre 1969) est remplacé par les dispositions
suivantes :

- " Cette allocation forfaitaire temporaire est fixée à :
- 720 FB par mois pour les fonctionnaires classés dans les grades C4
ou C5 ;
 - 1.100 FB par mois pour les fonctionnaires classés dans les grades
C1, C2 ou C3.

.../..

Article 2

Les dispositions de l'article premier sont applicables à partir du 1er juillet 1969.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le Président